

"UNE RENCONTRE ENTRE DEUX CREATIVITES"

Jacques LOMBARD
(ORSTOM)

Je me souviens de cette formule utilisée par J. Berque dans son rapport sur la Recherche Scientifique en Coopération où il nous disait que la Coopération doit être "une rencontre entre deux créativités".

Il me semble que cette expression définit bien l'essentiel de ce que nous voulons dire quand nous parlons de "partenariat", au-delà des aspects les plus immédiatement politiques et institutionnels que recouvre cette notion et que nous ne développerons pas ici sinon pour rappeler quelques considérations d'ordre général qui sont nécessaires à la suite de notre propos.

Toute politique de recherche vise à une accumulation des connaissances dans des secteurs particuliers qui ne sont pas découpés au hasard et qui sont loin, bien sûr, de couvrir tous les champs de la réalité biologique, physique ou humaine. Ces découpages sont le produit, dans les pays industrialisés, de stratégies complexes et organisées qui combinent différents facteurs comme le niveau de développement économique, les points d'application primordiaux de la recherche militaire, les technologies de pointe et les enjeux financiers qui les accompagnent en particulier au niveau des sociétés multinationales. Cette dynamique économique, financière, technologique et scientifique aboutit donc à la consolidation de pôles ou "masses critiques" qui coagulent les initiatives, les moyens et les personnels dans un certain nombre de secteurs donnés créant de ce fait un véritable phénomène de mode qui a pour exact résultat de renforcer cette concentration. En effet, l'accumulation des investigations, la créativité

technologique qui en découle, la multiplication des résultats, l'ouverture de postes, l'importance des moyens, suscitent un intérêt actif chez le personnel scientifique qui en fait son profit pour la nécessaire avancée de la "Science".

Il va de soi que l'ensemble de ces stratégies technologiques et scientifiques pèsent très lourd dans la définition des politiques de coopération scientifique en particulier au niveau de leur financement. On peut ainsi considérer que les politiques de partenariat, obéissant par définition à cette redoutable logique, imposent donc dans le cadre de la Coopération internationale, notre savoir-faire, nos besoins, notre technologie et nos "raisonnements", aux pays du Sud dont nous savons par ailleurs que la plupart d'entre eux, en raison du Service de la Dette, ne maîtrisent plus leurs économies nationales et bénéficient donc d'une marge de manoeuvre très réduite en matière de stratégie économique et *a fortiori* pour la définition d'une politique nationale de recherche scientifique.

Face à cette situation, la réponse des pays du Sud est moins, aujourd'hui une réponse économique ou simplement politique qu'une réponse "identitaire" : "laissez- nous être ce que nous sommes, devenir ce que nous sommes car nous connaissons mieux que quiconque ce qui est bon pour nous" !

Ainsi, au moment où, de toutes parts, les institutions ou les scientifiques sont sollicités dans le Sud comme partenaires, c'est-à-dire comme des éléments politiques, techniques et sociaux indispensables au développement d'une stratégie mondiale, des voix se font alors entendre émanant justement de nos partenaires, qui seraient maintenant écoutés et non plus seulement désignés ! Des voix donc, qui s'expriment plus sur un plan symbolique que sur un plan politique et qui entendent marquer la différence, manifester une contradiction, s'appuyant alors sur "l'inaliénable" : la réaffirmation des identités culturelles, intellectuelles et sociales.

Cette revendication d'une liberté morale et intellectuelle qui est au coeur, à l'évidence, de toute démarche de recherche, de réflexion, d'intelligence et qui, le plus souvent est encore à gagner, à construire dans bien des pays du Sud, me semble être la préoccupation fondamentale de nos

partenaires bien plus que toutes les difficultés matérielles et financières qu'ils peuvent rencontrer dans leur travail et dans leur projet.

Liberté aussi de réfléchir à ce problème fantastique presque mythique que l'on appelle le développement économique et social de nos partenaires. Les chercheurs du Sud, toutes disciplines confondues, ont tous une idée de l'avenir de leur société, tous une idée de l'application de la recherche au "développement". Pourtant, on les entend souvent se plaindre de ne pas être écoutés, justement là.

En ce sens, toute réflexion sur la recherche scientifique dans les pays du Sud et surtout en Afrique, implique immédiatement une réflexion sur le problème du développement économique et social. Cette situation accorde aux sciences sociales une place particulière dans l'ensemble du débat sur le partenariat puisque, bon gré mal gré, chercheurs en sciences sociales au Nord et chercheurs du Sud parlent de la même chose ; le tout étant alors de savoir s'ils peuvent arriver à s'entendre et sur quoi. A mon idée, la prise en compte de cette liaison fondamentale est primordiale pour qui veut mettre en oeuvre une politique de partenariat.

Il semblait indispensable de rappeler très rapidement et en toute modestie, car il n'existe guère de recettes miracles à proposer, que tout cela n'est pas facile et que l'usage de ce terme ne doit pas nous abuser sur les difficultés encore plus grandes peut-être, que nous allons rencontrer du fait de son application. En effet, on pourrait être enclin à croire qu'il suffit, de la sorte, d'offrir un siège sinon un strapontin, pour gentiment continuer à faire ce que nous avons toujours fait...

Je proposerais "trois entrées", trois points de réflexion particuliers, qui n'ont rien de définitifs ni de péremptoires mais qui, combinés entre eux me paraissent utiles à la discussion sur cette question du partage de la production et de l'exploitation des connaissances.

Une première question ne laisse pas d'être préoccupante, c'est de voir la notion de développement se réduire à l'ensemble des influences, manifestations extérieures, actuelles ou historiques, à l'ensemble des actions, projets, opérations de développement concrètement engagés dans un pays ou un autre, le tout isolé d'une manière quasi-chirurgicale de l'ensemble social, historique et politique à l'intérieur duquel ces opérations sont nécessairement engagées.

Il me semble que si les opérations de développement ont un impact décisif sur le changement social et économique, les effets induits s'en manifestent bien au-delà du territoire déterminé par la dite opération. En effet, d'autres facteurs d'ordre politique, économique et social, avec l'intervention propre du développeur, jouent également un rôle décisif dans le changement social. Ces facteurs peuvent être le résultat global de l'action du "développeur" en tant qu'expression concrète des rapports de force internationaux mais il peut s'agir aussi de la manifestation d'une toute autre logique qu'il importe alors d'observer et d'analyser.

Je n'arrive pas à imaginer qu'une société, quelle qu'elle soit, ne soit pas en perpétuel mouvement, changement, transformation et donc, en quelque sorte "en développement" puisqu'elle apporte là, à sa manière, depuis toujours, les solutions nécessaires à sa reproduction. C'est vrai aussi que la traite, les relations commerciales, la colonisation, les indépendances et les politiques de développement ont introduit et introduisent un changement d'échelle qui n'implique pas nécessairement un changement de nature. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se passe actuellement en Europe.

Je ne crois pas que le changement social, la créativité politique, l'utopie soient seulement des phénomènes occidentaux, modernes ou contemporains. Ce n'est pas parce que l'histoire a malheureusement perdu la trace des soubresauts, des imaginaires et des changements dans bien des sociétés qu'il faut nous contenter d'extrapoler leur éternel présent jusqu'à d'ailleurs, dans certains cas, envisager leur changement, leur transformation, avec effroi !

Vieux débat me direz-vous ! Sans doute mais ce n'est pas la place de la perspective historique dans la recherche anthropologique qui nous préoccupe ici mais bien plus, la place que l'anthropologue doit justement trouver, en amont de toutes ces actions, opérations de développement, là où s'élabore la réponse, non pas terme à terme ou cas par cas, mais comme une vague profonde qui ébranle la société dans son histoire, la révèle dans son génie et la cimenter dans son projet.

Le deuxième terme concerne rien moins que l'objet de l'anthropologie car en définitive, on ne s'y retrouve plus, aujourd'hui, dans une rationalité occidentale de tradition philosophique dont nous sommes les

héritiers mais qui poursuit, dans des champs particuliers une réflexion encore largement imperméable aux rituels, concepts, idées, empruntés aux "mondes extérieurs". L'anthropologie née des voyages, des reconnaissances, des classifications, de notre fascination, de nos inquiétudes voire même de notre dédain devant "l'extérieur" a peut-être, paradoxalement, progressé par hasard, c'est-à-dire au hasard des études menées ici ou là par des esprits originaux, études dont l'impact est resté fort, alors que bien d'autres recherches étaient également possibles en théorie partout ailleurs, en sorte qu'aucune n'étaient réellement "nécessaires" sinon par sa propre qualité. Ces études éclairantes ont alors permis de passer d'un rituel, d'une opinion, d'une institution, à une idée, un concept et donc à un outil de l'analyse anthropologique.

Cela suffit-il pour prétendre à l'universalité, il est permis d'en douter surtout à un moment où se multiplient ceux qui brandissent le sceau des "savoirs traditionnels", "des savoirs populaires", qui brandissent la "Tradition" opposant une légitimité définitive, culturelle, politique, religieuse au savoir scientifique, affirmant de cette manière qu'ils portent seuls la vérité de leur monde quand ce n'est pas celle du Monde !

Après tout, nous avons tant laissé croire et nous avons tant cru que nous étions devenus capable d'épuiser le réel avec notre vérité scientifique! Aussi, il importe aujourd'hui d'être modeste et surtout d'ouvrir toutes les portes pour nous donner les vraies chances d'intégrer toutes ces interprétations, tout à fait relatives certes mais ô combien indispensables à la progression de notre démarche.

Là aussi, une question vient immédiatement au bord des lèvres, comment se fait-il que l'anthropologie ne sache pas bien rendre compte des affects, du sensible, des émotions alors qu'elle porte son regard sur des sociétés qui sont très souvent expertes dans l'art d'harmoniser l'idée et l'émotion, afin d'aboutir à la plénitude du sens, nous invitant en retour à mieux nous interroger sur nous-mêmes. A ce niveau, on peut se demander quelle est la place réelle que l'on accorde au discours de l'"autre".

Comment se fait-il enfin que l'anthropologie, qui se trouve, en quelque sorte, en première ligne dans ce domaine ne nous aide pas mieux à analyser nos propres croyances et donc à relativiser nos certitudes, modérer nos injonctions ?

La dernière question, on l'aura compris, c'est le partage de l'objet. Peut-il exister une forme quelconque de partenariat si l'objet de la recherche n'est pas devenu un objet commun ?

Il me semble que notre discours scientifique, du moins dans le domaine de l'anthropologie, à l'entendre là tout autour est bien souvent arrogant, pontifiant, convenu ; serait-ce un signe de faiblesse et d'inquiétude ? Et bien peu, parmi nos amis du Sud, s'y reconnaissent gardant cela bien caché, tout en nous faisant encore bonne mine. Au fond, je suis persuadé qu'ils nous reprochent de ne jamais tenir compte de leurs rêves, de leurs utopies, de toutes ces innovations, inventions, tentatives indispensables pour élargir le débat du côté où eux seuls peuvent le faire introduisant ainsi de nouvelles interrogations.

Il nous faut ainsi considérer qu'il existe beaucoup de questions totalement extérieures à la recherche qui peuvent et doivent devenir des objets de la recherche anthropologique si nous voulons construire le dialogue et, dans le même temps, enrichir notre discipline. J'ai toujours été, par exemple, terriblement étonné par la grande pauvreté de notre vocabulaire anthropologique dans le domaine de l'analyse des phénomènes religieux où l'on ne dispose, en définitive, que de termes empruntés au christianisme et pris dans leur acception courante alors que la richesse des expressions originales est très grande dans ce domaine. Mais peut-être s'agit-il seulement là de notre propre difficulté à nous penser comme croyants ?

De même, l'idée d'une société comme un tout nécessairement cohérent et perméable à son interprétation ou bien l'idée d'une cosmologie comme un système achevé et conçu comme tel, renvoient plus à la logique de notre propre discours qu'à l'appréhension d'un réel sociologique dans bien des sociétés. Il est toujours passionnant d'observer comment un rituel peut devenir l'occasion pour le groupe des personnes concernées, de résoudre des conflits, d'interpréter des situations, d'analyser des problèmes, le tout au coeur du quotidien et de constater que bien des solutions apportées sont souvent totalement inédites voire même, dans certains cas innovantes. C'est sans doute là une perspective stratégique qui ouvre sur l'analyse des capacités d'initiatives politiques et donc intellectuelles sans lesquelles aucun dialogue réel n'est possible.

Au-delà de l'intervention et du volontarisme indispensable des institutions, je voulais simplement rappeler que le partenariat passe avant tout par le dialogue entre les scientifiques, les intellectuels, alimenté, face au verrouillage des traditions, des identités, des différences, par des utopies partagées.

JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES

DOSSIER

**RECHERCHES SCIENTIFIQUES
EN PARTENARIAT**

Ce numéro a été coordonné par Marc-Eric Gruénais et Jacques Lombard.

Nous tenons à remercier les auteurs des manuscrits qui nous sont envoyés et qui sont autant de contributions à la vie de l'Association.

La forme et le contenu des articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.